

## **La boucherie de Fourmies du 1er mai 1891**

**mai 1891**

*Reproduit dans "les Cahiers du Bolchévisme", 15 mai 1933*

M. Constant est un ministre qui pour garder son portefeuille, ne doit pas réaliser des réformes et bien administrer le pays, mais sauver constamment la république et la société. Il a sauvé la république du danger boulangiste, il fut aux dernières élections le sauveur des députés républicains qu'il aida par une pression administrative inouïe et l'argent des fonds secrets mis à sa disposition par la Chambre. Après le 1er mai 1890, il déclara aux petits-bourgeois qu'il avait sauvé la République et il devait se présenter cette année comme le sauveur de la société. Pour cela, il avait fait croire aux gens qu'un danger existait. A Paris, il fit placarder de sombres affiches anarchistes dans lesquelles il faisait savoir aux bons bourgeois que les terribles anarchistes se préparaient à mettre tout à feu et à sang. La police avait ordre de déchirer les placards, mais le texte en fut communiqué à la presse et fut imprimé. Les journaux bourgeois publièrent en même temps un tract pseudo anarchiste, dans lequel les soldats étaient invités à se révolter et à fusiller les officiers. La police assurait que cet appel devait être diffusé dans les casernes parmi les soldats, mais on se contenta de les remettre aux rédactions des feuilles parisiennes. La police ne parvint pas - malgré ses recherches laborieuses - à découvrir l'auteur et l'imprimeur des tracts, ni ceux qui les avaient diffusés. Ce subterfuge était si grossier, que, même des journaux réactionnaires comme *le Soleil*, laissaient entendre que Constant pouvait être lui-même l'auteur de tracts aussi incendiaires, ou qu'il y avait mis la main. Après avoir créé le danger, il ne restait plus à M. Constant qu'à sauver la société. Des troupes furent rassemblées à Paris et dans les villes où devaient avoir lieu les manifestations. Les régiments de la frontière avaient même reçu l'ordre de se tenir prêts à marcher au premier signal.

Toute l'armée était mobilisée. Les sabres pouvaient fendre les têtes, les fusils tuer, pour écraser la manifestation du 1er mai. Le danger devait être bien grand, si l'on avait besoin d'un tel déplacement de forces pour sauver la société. La police avait reçu l'ordre de disloquer les manifestations et de provoquer la foule. La gendarmerie et l'armée devaient faire usage de leurs armes au moindre signal de résistance. A Marseille, Clichy, Lyon, Saint-Quentin, Charleville, Bordeaux, Nantes, presque partout où des ouvriers manifestaient publiquement, portaient à la mairie ou à la préfecture leurs revendications de la journée de 8 heures et une législation du travail, ils furent brutalement assaillis, chargés sauvagement par la gendarmerie et la police. La foule répondit par des cris, les coups de sifflets, dans maintes localités, et aussi par des jets de pierres et des coups de revolver.

A Fourmies, la force armée est intervenue avec une cruauté inouïe. Les groupes du parti ouvrier de la localité avaient décidé à l'unanimité, dans une assemblée générale, le 20 avril, de fêter le 1er mai et de faire savoir aux fabricants qu'ils cesseraient le travail, ce jour-là. Les industriels de la région, groupés dans un syndicat, décidèrent dans une réunion et affichèrent qu'au 1er mai, les ouvriers absents des ateliers seraient licenciés.

Ils avaient espéré épouvanter les ouvriers, mais ils ne purent que les exaspérer. Les plus indifférents furent pris de rage à cette menace qui les poussait à une cessation générale du travail. La quantité d'ouvriers qui ont été le 1er mai au travail fut si infime, que les fabricants durent les renvoyer chez eux.

Les ateliers se vidaient, les rues et places regorgeaient d'ouvriers en habits de fête, qui se réjouissaient du magnifique rayon de soleil. Jamais on n'avait vu circuler autant de monde. Devant une filature, il y avait un rassemblement; on y avait vu entrer des ouvriers et on saluait les jaunes de coups de sifflets et de cris de lâches et de traîtres.

Ce fut le prétexte cherché pour l'intervention de la force armée. La gendarmerie attaqua la foule et procéda à de nombreuses arrestations. L'après-midi, arriva une troupe de jeunes gens, de femmes et d'enfants, en chantant sur cette même place et exigeant la libération des emprisonnés. Alors, les soldats, sans avoir été provoqués par la foule, sans avoir fait les trois sommations réglementaires, tirèrent. La boucherie aurait duré encore longtemps si le curé catholique Margerin, n'était pas sorti de la maison et n'avait pas crié : " Assez de victimes ". Neuf enfants étaient couchés sur la place, un homme de 30 ans, 2 jeunes gens de 20 ans, 2 enfants de 11 et 12 ans et quatre jeunes filles de 17 à 20 ans.

Une de ces dernières tenait un rameau dans la main, elle accompagnait son fiancé, portant un chapeau qui fut traversé par une balle. C'était la première fois que le fusil Lebel et la poudre sans fumée étaient essayés, et les deux avaient fait merveille.

---

Un cri de terreur retentit dans toute la France à la nouvelle de cette terrible boucherie de gens pacifiques, qui n'avaient en rien troublé " l'ordre ".

Constant en était tout pétrifié. Lui qui se présentait avec cynisme devant la Chambre, ne laissa pas échapper un mot de regret. Oranger et Rocher purent l'appeler souvent " Assassin ! "

On chercha à décharger sur Constant seul la responsabilité du crime de Fourmies, mais les ouvriers ne se laissèrent pas tromper. Ils savaient bien que derrière Constant, se cachaient les officiers exécuteurs des volontés de la classe capitaliste, comme aussi les fabricants, leurs mandataires même et conseillers municipaux, qui appelèrent l'armée et lancèrent les soldats et officiers contre les ouvriers.

La population ouvrière de Fourmies, siffla le 195<sup>e</sup> régiment qui avait participé à la tuerie et appela les soldats : " Assassins ! " Le 84<sup>e</sup> régiment fut accueilli par des applaudissements car ses sous-officiers s'étaient refusés à faire feu sur la foule. Un soldat du 145<sup>e</sup> refusa de tirer; l'officier, revolver au poing, le jeta par terre. " Je vois ma mère dans la foule ", répliqua le soldat.

Quand Constant et les députés ministériels enterrèrent l'enquête sur les événements de Fourmies, ce fut parce qu'ils craignirent de découvrir les vrais coupables et de révéler que, dans de nombreux cas, soldats et officiers commandés, refusèrent d'obéir aux ordres de fusillades.

" Une enquête, avoua un député, introduirait l'indiscipline dans l'armée et conduirait les soldats à retourner enfin leurs armes ". Les fabricants avaient espéré mater la population : au contraire, elle était exaspérée. Les ouvriers baptisèrent les localités, les emplacements où avaient eu lieu la boucherie ; la place du marché, sur laquelle la foule s'était rassemblée, avait été appelée : place Lebel ; la rue Elliot où tombèrent les victimes, " la rue du crime ". Un cabaretier fit monter en bronze une balle qui l'avait frappé, dans une porte d'armoire, avec l'inscription : " Preuve du 1<sup>er</sup> Mai 1891, j'ai fait des victimes ".

Tout Fourmies participa aux obsèques des neuf cadavres; on refusa l'accès du cimetière au maire et aux conseillers municipaux. Quant aux familles des victimes, elles refusèrent l'argent offert par les autorités municipales pour les frais des funérailles et leurs besoins; les ouvriers apportèrent les sommes recueillies par souscription. Autour de Fourmies, étaient différents centres industriels avec une population de 2 à 5.000 habitants, éloignés de quelques lieues. De toutes ces villes, des délégations vinrent à l'enterrement ; de grands centres comme Lille et Roubaix envoyèrent des couronnes et des délégués. Le cimetière est devenu un lieu de pèlerinage où chaque dimanche accourent des travailleurs des villages avoisinants pour déposer des gerbes sur les tombes des victimes. Toute une semaine, le

travail cessa à Fourmies. Dans les centres industriels, des grèves éclatèrent pour des augmentations de salaires, réduction de la journée du travail, abolition des décrets des fabricants, congédiements des chefs brutaux. Toute la contrée entra en ébullition.

Les conseils municipaux de Roubaix, Sète, Roanne, Calais, où étaient les socialistes, acceptèrent de recevoir l'argent pour les familles des victimes; *l'Intransigeant*, avec Rochefort, ouvrit une souscription. Toute la France versa. Le 1er mai a déjà ses martyrs : 1869, les troupes du général Palikao menacèrent, massacrèrent à Ricamarie et à St-Aubin les mineurs insurgés ; deux années plus tard, toute la France salua le 4 septembre 1870 et la république fut proclamée, comme un jour de libération.

Les socialistes se demandent combien d'années s'écouleront avant que la France se réjouisse de la victoire de la révolution sociale.

La presse capitaliste de Fourmies et des environs chercha à étouffer la vérité et à faire croire que les ouvriers ne sont pas mécontents mais sont excités artificiellement par la propagande socialiste de Renaud-Caline et Lafargue.

Les socialistes sont représentés comme des sorciers qui n'ont besoin que de se présenter quelque part pour transformer chaque chose en son contraire.

A peine paraissent-ils en quelque endroit, les capitalistes qui en sont réduits au pain sec et à l'eau pure, parce que leurs ouvriers peuvent manger la meilleure viande et boire le vin le plus fameux, deviennent des exploiters qui font travailler leurs gens 12 heures durant pour de vrais salaires de famine; et les ouvriers qui, jusqu'alors, étaient si contents de leur sort, s'imaginent encore une fois qu'ils sont devenus plus malheureux que les pierres de la rue. Si les industriels osaient formuler un souhait, ils exigeraient des bûchers publics, pour cuire à petit feu, ces rôtis de diables que sont les socialistes. En attendant la réalisation de cet idéal, ils ont en passant fait arrêter Fauline, le secrétaire du groupe du parti ouvrier de Fourmies. On l'accuse d'être l'auteur de la démonstration qui devait servir de prétexte à la boucherie. Comme les industriels, qui le haïssaient mortellement, ne peuvent le faire fusiller, ils veulent l'emprisonner pour longtemps. Mais les électeurs le vengeront en l'appelant, aux prochaines élections, maire de Fourmies.

Le 1er mai ne ressemble pas en France aux autres démonstrations populaires comme le 14 juillet, le 18 mars, ni au dernier dimanche de mai.

Le 18 mars, dans toute la France, les ouvriers rassemblés autour du drapeau du socialisme fêtent l'éveil de l'aurore de la révolution sociale. Le dimanche de la semaine de mai sanglante, les ouvriers et socialistes parisiens vont en pèlerinage au Mur des Fédérés du Père-Lachaise où les derniers combattants de la commune sont tombés, pour célébrer la mort de ces héros et jurer de les venger.

La manifestation de mai revêt un tout autre caractère, comme j'ai pu le constater dans les localités, où m'appelaient mes tournées de propagande.

Chaque ouvrier qui manifeste le 1er mai, a la conviction que les ouvriers du monde entier agissent et sentent comme lui. Il peut se trouver isolé en quelque coin du pays, il sait que la manifestation répond au célèbre mot d'ordre lancé par Marx et Engels : " Prolétaires de tous les pays, unissez-vous "; l'internationalisme imprime à la manifestation de mai un cachet particulier, presque mystique. Il est touchant de voir les ouvriers qui ne sont jamais sortis de leur petite localité, et vivent en dehors de toute agitation, s'informant sur les manifestations de mai dans les autres pays, dont ils connaissent à peine le nom et dont la situation géographique leur est certainement inconnue.

Ils attendent le 1er Mai comme un jour de libération, car ils se disent que la lutte des camarades, au dehors, ils ne savent pas au juste où, contribue à l'amélioration de leur vie.

Les timides s'enhardissent en ce jour jusqu'à réclamer du patronat des améliorations de leurs conditions

de travail ; ils déclarent des grèves sans savoir comment les mener. A leurs yeux, une force secrète enveloppe le 1er Mai pour le conduire à la victoire. La tuerie de Fourmies élèvera encore la mystique du 1er Mai; dans plusieurs villes on parle d'envoyer des délégués le 1er Mai 1892 à Fourmies, comme si le cimetière devait devenir le lieu de pèlerinage des socialistes français.

Le 1er Mai a fait sur la classe capitaliste une profonde impression. *Le Figaro*, organe de la riche bourgeoisie, voulant faire oublier que l'année dernière, il ridiculisait la manifestation en la qualifiant de farce, publiait le 2 mai une page de son collaborateur Saint-Séré, qui écrivait : " Si en Allemagne, comme en Belgique, tout se passe bien, on doit tenir pour très sérieuse la situation créée par le retour régulier et la généralité de cette manifestation d'ouvriers. Qu'on pense que cette manifestation a lieu à la même heure à Philadelphie, à Cracovie comme à Christiania et à Séville ; on doit confesser que, bien ou mal, l'étude de la pièce progresse et que sa première représentation, si éloignée qu'elle paraisse, sera terrible ".

---

*Le Petit Journal* et le *Petit Parisien*, vendus à des centaines de milliers d'exemplaires (l'édition du *Petit Journal* tire à plus d'un demi million) trouvent leurs chemins jusque dans les plus petits villages et recrutent leurs couches de lecteurs surtout dans la classe moyenne; ils ont fait la propagande pour la manifestation de Mai et la journée de 8 heures, ils montrent du respect devant les socialistes.

Les expressions des deux feuilles sont assez importantes, car elles reflètent les considérations de la petite bourgeoisie.

Le *Petit Parisien* écrit, le 8 mai, sous le titre " Grève sanglante " : " Le progrès du mouvement est plus constant et toujours plus rapide. Si on revient au temps du gouvernement Louis Philippe, on se heurte à des insurrections comme celle du cloître St-Rémy ; on avait alors à faire à des centaines d'insurgés; qui peuvent être facilement battus. Plus tard, en 1848, le soleil de juillet préside, après une bataille de 3 jours, à la défaite de 20.000 combattants.

" La répression fut terrible, et quand elle fut accomplie, les aveugles crurent la guerre sociale conjurée à tout jamais. Et cependant on en est arrivé à la lutte fraternelle terrible de 1871 qui mena à l'organisation d'armées entières de guerre civile.

" La simultanéité et l'unanimité avec lesquelles la manifestation de mai eut lieu dans le monde entier, renferme un sérieux avertissement. Il est évident que le flot monte et que les ouvriers ne sont plus disposés à une résignation; à l'état de désespoir que leur donne l'organisation de la société à ce qu'ils disent. La solution du problème est difficile, répondent les adversaires du progrès. N'est-ce pas la langue que, en tous temps et en tous lieux ont parlé les heureux de ce monde ?

L'antiquité ne comprend pas que le monde puisse exister sans esclavage ; le Moyen-Âge ne voulait pas libérer les serfs; dans les yeux du vieux régime, comptent toujours les préjugés de la noblesse pour des dogmes inébranlables. Les époques tombent en poussière les unes après les autres. La grande révolution a passé, seulement ces principes n'ont pas abouti à leurs conséquences sociales nécessaires et l'heure approche où la vieille construction centenaire s'écroule, qu'il faut protéger par des réparations pour éviter sa chute. "

L'impression de la manifestation de mai dut être bien profonde pour que Clemenceau, le volcan éteint du radicalisme s'exprime ainsi à la Chambre :

" Messieurs, n'êtes-vous pas ému par l'importance que le 1er Mai a acquis ? Ne voit-on pas, à la lecture des journaux, la quantité de dépêches de toutes les parties d'Europe et d'Amérique, qui disent ce qui a été fait dans tous les centres ouvriers ?

Vous avez accompagné en pensée les grandes processions qui ont traversé les villes aux applaudissements des masses populaires. Vous savez qu'en d'autres lieux on en est venu à des luttes, à des conflits avec la force armée ; ici vous avez vu l'enthousiasme, là la colère, partout l'ardeur passionnée. Il devient certain pour les plus myopes, que cela fermente dans la classe ouvrière, qu'un nouveau moment surgit dans l'histoire, qu'une nouvelle force terrible se révèle avec laquelle les politiques doivent compter.

" Que signifie cela ? Nous devons avoir le courage de répondre à cette question sous la forme que les pionniers du mouvement ont accepté : c'est le 4e Etat qui se lève et veut conquérir pour lui le pouvoir.

J'affirme que le fait le plus important de la vie politique à présent est la révolution inévitable qui se prépare : l'organisation du 4e Etat, vous devez compter avec cela, vous devez vous opposer au 4e Etat avec violence, c'est la guerre civile !

Recourez-vous à la violence, c'est la guerre civile ! Quel fatalisme !

Les républiques parlementaires et les monarchies doivent-elles prévenir par des voies différentes les mêmes catastrophes ? "

Les classes possédantes en France sont incapables de comprendre un tel langage. Sont-elles saisies de crainte, elles n'ont qu'une pensée : fuir sous la protection de Napoléon III, d'un Thiers ou de Constant, qui jouent la providence pour les protéger de chaque danger.

Le développement économique et l'incompréhension infinie des classes dominantes préparent en France des événements terribles qui ne se termineront plus comme en 1830, 1848 et 1870, par une révolution politique, mais par une transformation sociale.

Le 1er Mai a prouvé que dans tous les pays, avec la forme de production capitaliste, la classe ouvrière est pliée sous le même joug, souffre du même mal, mais sent le même besoin, est animée par la même pensée d'émancipation : le 1er Mai a prouvé, et ce fait mérite considération, que les prolétaires de tous les pays sont déjà prêts à s'unir pour une action de classe.